

Le 4 août 2017

Comité permanent des finances (cpb@parl.gc.ca)
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 090

Mesdames et Messieurs les membres du Comité des finances,

Je suis heureuse de vous présenter les recommandations de la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités (FCFDU) pour examen lors de la préparation du budget fédéral de 2018, qui priorisera les dépenses et établira les priorités politiques de la 42^e législature.

La FCFDU suit avec intérêt l'investissement fédéral dans l'égalité et l'inclusion des femmes au moyen de stratégies proactives en matière de santé, d'éducation, d'autonomisation économique et d'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Nous croyons que les problèmes énoncés dans le document de référence nécessitent une attention particulière et un financement immédiat afin de faire contrepoids à des années de financement déficitaire et d'inattention. Voici les domaines qui demandent une attention et un financement immédiats pour freiner la perte de productivité et l'érosion des droits fondamentaux de la personne :

- soutenir l'engagement du Canada envers les objectifs de développement durable de l'ONU
- investir dans la santé, l'éducation, l'autonomisation économique et l'élimination de la violence envers les Autochtones
- élaborer et exécuter une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté
- éliminer l'écart entre les sexes
- mettre en œuvre l'assurance médicaments universelle en collaboration avec les Provinces

Fondée en 1919, la FCFDU est un organisme non partisan qui s'intéresse à la cause de l'équité féminine et qui regroupe plus de 8 000 femmes réparties dans plus de 100 groupes partout au Canada. Parce que nous sommes géographiquement diversifiées et représentons des membres ayant un bagage et des intérêts divers, notre mémoire couvre plusieurs domaines plutôt que de se concentrer sur un seul problème.

La FCFDU est affiliée à la Fédération Internationale des Femmes Diplômées des Universités (FIFDU), dont le siège social est à Genève et qui possède quelque 55 organisations affiliées à travers le monde. Ces organisations disposent toutes les deux d'un statut consultatif spécial au sein du Conseil économique et social des Nations unies et assistent aux rencontres de la Commission de la condition de la femme à New York.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à nos préoccupations ainsi qu'à nos recommandations.

Cordialement,

Grace Hollett
Présidente nationale de la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités

Résumé

La Fédération canadienne des femmes diplômées des universités (FCFDU) recommande au gouvernement du Canada d'adopter des stratégies fiscales pour régler les problèmes complexes et interreliés qui touchent l'égalité sociale et économique de tous les Canadiens, y compris les Autochtones.

Les domaines qui nécessitent une attention immédiate et un financement pour freiner la perte de productivité et pour empêcher l'érosion des droits de la personne fondamentaux comprennent le respect de l'engagement du Canada envers les Objectifs de développement durable de l'ONU, en utilisant une optique canadienne.

Nous demandons également au gouvernement de **réduire l'écart entre les sexes** en finançant des programmes qui éliminent les obstacles à la pleine participation à la vie active, y compris une **Politique nationale universelle pour la garde d'enfants** et une **Stratégie de réduction de la pauvreté** dotée d'objectifs ambitieux et réalisables.

De plus, la FCFDU recommande au gouvernement **de promouvoir la parité entre les sexes** au travail en investissant dans des programmes qui réduisent l'écart entre les sexes dans les domaines où les femmes sont sous-représentées et **d'adopter une loi sur l'équité salariale** qui couvre les secteurs public et privé.

Enfin, nous recommandons que le gouvernement collabore avec les provinces et les territoires pour instaurer **l'assurance médicaments universelle**.

Les Premières Nations, la Nation Métis et les Inuits

La FCFDU reconnaît qu'en incluant ces recommandations, elle ne parle pas au nom des peuples autochtones du Canada. Nous sommes d'accord avec les recommandations récentes du Conseil de la Colombie-Britannique pour la coopération internationale dans son analyse de la position du Canada relativement aux progrès réalisés par rapport aux Objectifs de développement durable, en particulier que le gouvernement fédéral assure l'autodétermination des peuples autochtones en tant que nations, reconnaissant leurs histoires uniques au Canada et mettant en œuvre leurs droits juridiques complets basés sur des systèmes localisésⁱ.

Améliorer le bien-être social et économique de la population autochtone du Canada n'est pas seulement un impératif moral, c'est un investissement judicieuxⁱⁱ. La population autochtone du Canada est le groupe démographique à la croissance la plus rapide et a beaucoup à contribuer au bien-être économique du Canada.

La FCFDU soutient l'investissement financier du Canada dans les questions les plus importantes pour les Premières Nations et les communautés métisses et inuites, qui peuvent inclure, sans s'y limiter :

- **Services d'aide à l'enfance** : Mettre en œuvre les trois décisions rendues par le Tribunal canadien des droits de la personne afin de remédier aux disparités dans le financement de l'aide à l'enfance aux enfants autochtones dans les réservesⁱⁱⁱ.
- **Études** : Améliorer les résultats scolaires des enfants des Premières Nations, de préférence dans leur communauté d'origine, tout en maintenant le contrôle des Premières Nations sur le système éducatif. À l'heure actuelle, le financement par le gouvernement fédéral de l'éducation par élève est plus faible pour les enfants autochtones que pour leurs pairs non autochtones.
- **Réconciliation** : Œuvrer à une réconciliation significative entre le gouvernement fédéral et les peuples autochtones.
- Aborder la question de **la violence contre les femmes autochtones**, y compris par la création de stratégies efficaces pour prévenir la traite des femmes vulnérables et à risque dans les communautés autochtones.

Stratégie nationale de réduction de la pauvreté

Sur les 4,9 millions de Canadiens de partout au pays vivant dans la pauvreté, près du tiers sont des enfants. La pauvreté affecte les Canadiens différemment. Un quart de million de Canadiens vivent sans abri chaque année et un ménage sur huit a de la difficulté à mettre de la nourriture sur la table. Les familles monoparentales, les personnes de 45 à 64 ans qui vivent seules, les personnes ayant des handicaps limitant leur travail, les immigrants récents et les populations autochtones sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les autres^{iv}.

La FCFDU recommande au gouvernement d'élaborer et de financer une Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté qui établit et adopte des objectifs ambitieux et réalisables pour réduire la pauvreté et mesurer les progrès réalisés par le Canada et en rendre compte publiquement. Comme le Canada n'a ni définition officielle de la pauvreté ni mesure officielle pour la suivre, la FCFDU recommande au gouvernement de créer une définition de la pauvreté basée sur une approche fondée sur les droits, conduisant à la création d'un ensemble holistique d'indicateurs qui vont au-delà des mesures économiques étroites et individualistes.

Investir dans l'égalité des femmes – Éliminer l'écart entre les sexes

L'accès aux soins de santé, l'inclusion numérique et la protection juridique contribuent à positionner le Canada comme un chef de file mondial de l'égalité des femmes^v. Pourtant, en raison des déficits d'investissement dans les secteurs de l'économie dominés par les femmes et du manque de politiques gouvernementales qui soutiennent la participation des femmes à la main-d'œuvre, l'inégalité entre les sexes persiste.

L'avancement de l'égalité des femmes pourrait accroître le PIB annuel du Canada de 0,6 % ou de 150 milliards de dollars en 2026. L'élimination totale de l'écart entre les sexes avec une représentation égale de la main-d'œuvre féminine pourrait ajouter 420 milliards de dollars à l'économie canadienne d'ici 2026^{vi}.

Nations Unies, Objectifs de développement durable (ODD)

La FCFDU exhorte le gouvernement du Canada à respecter son engagement envers les ODD, en particulier le n^o 5 : *Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles*^{vii} (UNwomen) en :

- Élaborant une stratégie nationale, en consultation avec tous les acteurs, y compris les personnes marginalisées, pour mettre en œuvre les ODD, fondée sur le respect des droits de la personne, la diversité, la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes^{viii}.
- Utilisant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs adéquats au niveau national pour évaluer les ODD dans un contexte canadien^{ix}.
- Aborder la marginalisation et les inégalités persistantes auxquelles sont confrontés les peuples autochtones, les femmes et les autres groupes de la société canadienne, y compris les immigrants et les réfugiés^x.

Emplois non traditionnels/STIM

Bien que les femmes soient titulaires de 53 % des diplômes universitaires au Canada, elles représentent une minorité des dirigeants d'entreprises^{xi}. La participation des femmes à la population active a diminué au cours de la dernière décennie, et, à moins d'un changement dans la tendance, elle continuera de le faire^{xii}. Au rythme actuel, l'écart entre les sexes dans la main-d'œuvre, les professions STIM de haute qualité, la direction et les propriétaires d'entreprise prendra entre 30 et 180 ans avant de se refermer^{xiii}.

Les entreprises axées sur la technologie et les entreprises à forte intensité de savoir sont des moteurs du développement canadien et de la croissance économique. La pénurie de travailleurs qualifiés et instruits dans le secteur de la technologie au Canada, combinée à un déclin global des effectifs en génie informatique, en informatique et en ingénierie logicielle, constitue un obstacle au développement des entreprises et à l'expansion des emplois^{xiv}. À l'heure actuelle, seulement 21 % de tous les diplômés en informatique sont des femmes et ces dernières représentent moins de 25 % de la main-d'œuvre dans les domaines liés à la technologie^{xv}.

De plus, le passage à la parité entre les sexes dans le milieu de travail s'accompagne de gains substantiels de revenus et de productivité. Chaque augmentation de 1 % de la diversité des sexes se traduit par une augmentation de 3,5 % et de 0,7 % des revenus et de la productivité au travail, respectivement^{xvi}.

La FCFDU recommande au gouvernement d'investir dans des programmes visant à accroître la participation des femmes, en particulier pour les populations vulnérables, dans les domaines où elles sont actuellement sous-représentées.

Équité salariale

Au Canada, les hommes gagnent en moyenne 18,97 % de plus que les femmes, soit 3,5 % de plus que la moyenne de l'OCDE^{xvii}. La FCFDU félicite le gouvernement pour son engagement à adopter des lois proactives en matière d'équité salariale, afin de garantir que les femmes dans la fonction publique, les sociétés d'État et les autres secteurs réglementés par le gouvernement fédéral sont payées équitablement pour un travail de valeur égale, mais cette législation doit être déployée de façon plus générale.

La violence envers les femmes

La violence à l'égard des femmes et des jeunes filles continue d'être un obstacle à l'égalité entre les sexes, entravant le respect des droits de la personne et des libertés fondamentales^{xviii}. La violence au foyer a une incidence significative sur le rendement et la productivité du travail et entraîne souvent la perte d'emploi^{xix}. Son coût pour les employeurs canadiens seulement est de 78 millions de dollars par an, sans compter les coûts pour les travailleurs, leurs familles et la société en général^{xx}.

Étant donné que les femmes victimes de violence au foyer sont moins susceptibles d'obtenir et de conserver un travail permanent de qualité et plus enclines à changer de poste fréquemment et à gagner moins d'argent, elles n'ont pas les ressources et la sécurité nécessaires pour quitter leurs agresseurs, ce qui renforce le cycle de la violence^{xxi}.

La FCFDU félicite le gouvernement de la Stratégie fédérale sur la violence axée sur le sexe, fondée sur la prévention, y compris l'engagement des hommes et des garçons, la collecte de données et le soutien aux survivantes. Nous convenons que de meilleures données sont essentielles pour comprendre qui est affecté par la violence sexiste et comment ils sont touchés.

Mais la FCFDU préférerait voir une stratégie nationale qui rallierait les gouvernements provinciaux et territoriaux et « veillerait à ce que les femmes dans toutes les régions du pays aient accès à des niveaux de services et à une protection comparables ».

Traite de personnes

Au Canada, les femmes et les enfants, en particulier les femmes de 14 à 22 ans, courent le plus grand risque d'être victimes de la traite. Alors que nous attendons avec impatience l'évaluation finale du Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes, la FCFDU encourage le gouvernement à continuer d'élaborer et de renforcer les lois existantes en matière de protection de l'enfance conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant. Nous recommandons le soutien continu et le développement de campagnes d'information et de sensibilisation à la traite des êtres humains et une Stratégie jeunesse de la GRC pour explorer diverses initiatives de sensibilisation des jeunes. La traite des êtres humains est une tragédie pour tous les acteurs concernés et représente une perte importante de potentiel que ces victimes auraient pu offrir à notre société.

Apprentissage et garde des jeunes enfants

Étant donné que les femmes assument la majorité du travail de garde non rémunéré, elles sont touchées de manière disproportionnée par l'absence d'un programme fédéral de garde d'enfants^{xxii}.

L'augmentation du financement fédéral afin d'aider les provinces à financer les fournisseurs de services de garde pour permettre une réduction de 40 % des frais aurait une incidence positive sur toutes les familles, en particulier les familles à faible revenu. Si les 150 000 mères restant à la maison ayant un niveau de scolarité élevé et vivant avec un conjoint ou un partenaire, entraient

sur le marché du travail et payaient des impôts, le PIB augmenterait de 2 %, augmentant les recettes fiscales fédérales d'environ 8 milliards de dollars CAN^{xxiii}.

Le budget fédéral de 2017 comprend 3,4 milliards de dollars sur cinq ans pour les infrastructures sociales, y compris l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, mais on ne sait pas si les fonds serviront à créer des établissements de garde d'enfants ou à financer directement des services de garde.

Le Cadre national d'apprentissage et de garde des jeunes enfants actuel n'est pas suffisant pour offrir des services de garde abordables, de haute qualité, souples et intégralement inclusifs. La FCFDU recommande la mise en place d'une politique nationale universelle de garde d'enfants qui offre un système universel, pleinement inclusif et équitable, dans le cadre de la promesse de campagne du gouvernement de 2015.

L'assurance médicaments universelle

Le manque d'accès aux médicaments sur ordonnance entraîne des jours de maladie, ce qui affecte à son tour la productivité.

La FCFDU félicite le gouvernement d'avoir exigé un meilleur accès aux médicaments sur ordonnance et réduit les coûts des gouvernements pour ces médicaments en se joignant aux provinces et aux territoires pour les acheter en vrac, ce qui les rend plus abordables pour les Canadiens. Cependant, le Canada est le seul pays qui dispose d'un système de soins de santé universel sans assurance médicaments. Le système de santé universel du Canada se limite principalement aux soins dispensés dans les hôpitaux ou par les médecins; la couverture est limitée lorsque le patient doit faire remplir une ordonnance.

À la longue, un régime universel d'assurance médicaments s'autofinancerait. En consolidant les dépenses dans le cadre d'un régime à payeur unique, un régime d'assurance médicaments universel pourrait entraîner des économies allant jusqu'à 11 milliards de dollars par an^{xxiv}.

La FCFDU recommande que le gouvernement fédéral collabore avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour mettre en place un régime universel d'assurance médicaments financé par l'État, afin de couvrir les médicaments sur ordonnance nécessaires pour tous les Canadiens.

ⁱ <http://bccic.ca/wp-content/uploads/2017/07/HLPF-Report-Online-Version-v3-24072017.pdf>

ⁱⁱ <http://www.csls.ca/reports/csls2010-03.pdf>

ⁱⁱⁱ https://fncaringsociety.com/sites/default/files/2016%2010%2030%20fact%20sheet%20Final_F.pdf

^{iv} <http://bccic.ca/wp-content/uploads/2017/07/HLPF-Report-Online-Version-v3-24072017.pdf>

^v <http://www.mckinsey.com/global-themes/gender-equality/the-power-of-parity-advancing-womens-equality-in-canada>

^{vi} <http://www.mckinsey.com/global-themes/gender-equality/the-power-of-parity-advancing-womens-equality-in-canada>

^{vii} <http://www.unwomen.org/en/news/in-focus/women-and-the-sdgs/sdg-5-gender-equality>

^{viii} <http://www.ccic.ca/files/en/whatwedo/jan2016transformingourworld-ccic-final.pdf>

^{ix} <http://bccic.ca/wp-content/uploads/2017/07/HLPF-Report-Online-Version-v3-24072017.pdf>

^x <http://www.ccic.ca/files/en/whatwedo/jan2016transformingourworld-ccic-final.pdf>

^{xi} <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26.jsessionid=D1F5F625B90AB9C76B168CA85DFBC8B7?lang=fra&id=2820004&retrLang=fra>

^{xii} <http://www.mckinsey.com/global-themes/gender-equality/the-power-of-parity-advancing-womens-equality-in-canada>

^{xiii} <http://www.mckinsey.com/global-themes/gender-equality/the-power-of-parity-advancing-womens-equality-in-canada>

-
- xiv <http://www.itac.ca/uploads/pdf/WomenandICT.pdf>
- xv <http://www.itac.ca/uploads/pdf/Women and ICT.pdf>
- xvi <https://www.cigionline.org/sites/default/files/documents/DiversitySpecial%20Report%20WEB 0.pdf>
- xvii <http://bccic.ca/wp-content/uploads/2017/07/HLPF-Report-Online-Version-v3-24072017.pdf>
- xviii <http://www.swc-cfc.gc.ca/svawc-vcsfc/index-fr.html>
- xix <http://canadianlabour.ca/sites/default/files/media/dvworksurveyreport2014enr.pdf>
- xx <http://www.justice.gc.ca/eng/rp-pr/cj-jp/fv-vf/rr127/rr127.pdf>
- xxi <http://canadianlabour.ca/sites/default/files/media/dvworksurveyreport2014enr.pdf>
- xxii <http://bccic.ca/wp-content/uploads/2017/07/HLPF-Report-Online-Version-v3-24072017.pdf>
- xxiii <https://www.google.ca/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=3&ved=0ahUKEwiZvc2o-73VAhVI4oMKHQm3A70QFgg0MAI&url=https%3A%2F%2Fwww.imf.org%2F~%2Fmedia%2FFiles%2FPublications%2FWP%2F2017%2Fwp17166.ashx&usq=AFOjCNG7cUxXxyozOr2CpJLkPaFuGD4VGw>
- xxiv <https://nursesunions.ca/wp-content/uploads/2017/05/PharmacareFINAL.pdf>